

Les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) à l'Est de la RDC: Une aubaine pour le régime de Kigali ?

Paul Byabuze

Chef de Travaux, Département des Sciences politiques, Université de Kinshasa, RD Congo

Copyright © 2021 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: For more than ten years, the eastern part of the Democratic Republic of Congo has been invaded by thousands of rebel groups, both of Congolese and foreign origin, which have created insecurity with incalculable harmful consequences. Among these groups, there is the Democratic Forces for the Liberation of Rwanda (FDLR) that Kigali is chasing in the DRC. It is in this context that we want to know whether these forces still constitute a real threat to the security of Rwanda after some three decades of wandering in the Great Lakes region. Thus, to resolve this thorny problem of the FDLR – Interahamwe, a firm political commitment, in terms of concession, must be considered by all the countries of the African Great Lakes sub-region in general; but very particularly by Rwanda and the DRC whose case concerns the highest point.

KEYWORDS: rebel group, interahamwe, security, great lakes region, conflict.

RESUME: Depuis plus d'une dizaine d'années, l'Est de la République Démocratique du Congo est envahi par de milliers de groupes rebelles, aussi bien d'origine congolaise qu'étrangère, qui créent de l'insécurité aux conséquences néfastes incalculables. Parmi ces groupes, il y a bien les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) que pourchasse Kigali en RDC. C'est dans ce cadre que nous désirons savoir si ces forces constituent-elles encore une réelle menace pour la sécurité du Rwanda après quelques trois décennies d'errance dans la région des Grands-Lacs. Ainsi, pour résoudre cet épineux problème des FDLR – Interahamwe, un engagement politique ferme, en termes de concession, doit être envisagé par tous les pays de la sous-région des Grands Lacs Africains en général; mais très particulièrement par le Rwanda et la RDC dont l'affaire concerne au plus haut point.

MOTS-CLEFS: groupe rebelle, interahamwe, sécurité, région des grands lacs, conflit.

1 INTRODUCTION

Tout a commencé à l'époque du « *Target hit*¹ » dans la nuit du mercredi 06 avril 1994. L'appareil qui transportait les deux Présidents Rwandais et Burundais est abattu quelques minutes avant son atterrissage à l'aéroport Grégoire Kayibanda de Kigali.

La guerre civile est déclenchée. Opposants Hutus dits « modérés » et tutsis sont impitoyablement pourchassés. Six jours plus tard, le Front Patriotique Rwandais (FPR) marche sur Kigali et contrôle militairement toute la capitale. Les Forces Armées Rwandaises et les Interahamwe, Hutus fidèles au Président Habyarimana assassiné, fuient vers le Nord et le Sud du Rwanda emportant avec eux armes et munitions.

¹ En français : « Cible atteinte ». Message téléphonique intercepté et authentifié par un officier togolais de la Mission des Nations Unies au Rwanda (MINUAR) sur le canal utilisé par les militaires de l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) lors de la destruction de l'appareil Falcon 50.

Le pays se dépeuple. Ses habitants trouvent refuge à l'Est de la RDC, alors Zaïre, au Burundi voisin et en Tanzanie. Un million de réfugiés se déverse sur le territoire congolais selon le HCR. Ils étaient conduits par leurs dirigeants et leur armée qui, d'une certaine manière, les prenaient en otage².

A l'Est de la RDC, des camps de fortune sont rapidement mis en place le long de la frontière avec le Rwanda pour porter secours à ce peuple en quête de sécurité. Avec le temps et grâce aux efforts fournis pour apporter une assistance humanitaire à tous ces réfugiés, la vie reprenait dans les camps aménagés pour cette fin. Cependant, cette situation ne sera qu'éphémère, car deux ans plus tard, soit en novembre 1996, la RDC plonge dans une guerre civile avec l'avènement de l'AFDL à l'Est du pays. Cette dernière a comme alliés principaux le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi. Ce dernier est moins souvent cité pourtant y prenait aussi une part active aux alentours du territoire d'Uvira sans avoir franchi la province du Sud-Kivu. Le premier dont l'armée, l'APR, est constituée en majorité des Tutsis hostiles aux Hutus qu'ils qualifient des génocidaires et par conséquent « des indésirables » au pouvoir de Kigali, intensifie sa présence dans la région contrôlée par la rébellion naissante et toute puissante face au pouvoir déclinant et désarmé du Maréchal Mobutu.

Craignant des éventuelles représailles contre les populations Hutu dans les camps, et une possible réédition de ce que l'humanité a connu en 1994 au Rwanda et en 1992 en Somalie, le HCR organise rapidement des couloirs humanitaires pour le rapatriement massif des réfugiés rwandais hutus dans leur pays natal afin de les épargner des affres de la guerre dite « de libération » menée par l'AFDL et ses alliés dans le but de renverser le régime Mobutu.

Tous les camps se vident de leurs occupants. Un nombre assez important de réfugiés se constituent en forces armées se refusant d'être rapatriés et se lient aux forces Maï-Maï d'une part et aux forces armées zaïroises d'autre part, pour contrer l'avancée rapide des forces de l'AFDL. La résistance ne sera pas de longue durée. Très vite les forces de l'AFDL font sauter les verrous de la résistance et dispersent toutes les forces qui se sont conjuguées pour contrer leur avancée. Les Hutus s'enfoncent d'avantage à l'intérieur du territoire congolais face aux offensives des forces de l'AFDL³.

Le 17 mai 1997, l'AFDL s'empare de Kinshasa. Laurent Désiré Kabila chasse Mobutu du pouvoir et s'autoproclame Président de la République. Ses alliés rwando-ougandais doivent être remerciés et regagner leurs pays d'origine. La question des FDLR demeure sans solution. Ils sont toujours dispersés dans les parcs et montagnes de la RDC.

Le 02 août 1998, une nouvelle guerre éclate, toujours à l'Est de la RDC, appuyée une fois de plus par le Rwanda et l'Ouganda. Les Hutus rwandais sont de nouveau pourchassés accusés de se réorganiser pour reprendre le pouvoir à Kigali.

En mars 2005, sous les auspices de la Communauté Sant Egidio, les modérés des Hutus, encore en exil et soucieux de rentrer dans leur pays natal, décident de mener une lutte politique démocratique et acceptent de déposer les armes. Ils demandent par la même occasion une ouverture politique et un dialogue sincère avec le régime de Kigali.

La main tendue des FDLR ne sera pas reçue de bonne foi par Kigali qui a trouvé en ces FDLR et un alibi justifiant ses multiples incursions sur le sol congolais.

Actuellement, faut-il encore soutenir que cet argument vaut encore la peine d'être brandi au regard de l'évolution de la situation sécuritaire dans la région et de la volonté de ces forces de retourner pacifiquement dans leur pays participer démocratiquement à la vie politique de leur nation ?

Les FDLR que pourchasse Kigali en RDC, sont-ils encore une réelle menace pour la sécurité du Rwanda près de trois décennies d'errance dans la région des Grands-Lacs ? Les lignes qui suivent nous édifieront d'avantage.

2 VRAIS ET FAUX FDLR

Pour mieux cerner l'aspect de cette question, il convient de souligner que les Ex-FAR sont des militaires rwandais qui faisaient partie des anciennes Forces Armées Rwandaises pendant le règne du régime d'Habyarimana. Le concept Interahamwe est étymologiquement de la langue rwandaise qui signifie « *ceux qui se battent ensemble* ». Il est utilisé pour désigner ces hutus qui opèrent dans les forêts et montagnes de l'Est de la RDC. Ils sont très souvent accusés, parfois par les experts des Nations

² F. Reyntjens, Rwanda, *Trois jours qui ont basculé l'histoire*, Afrika studies, Bruxelles, 2000, p.23.

³ MB. UMUTESI, *Fuir ou Mourir au Zaïre, le vécu d'une réfugiée rwandaise*, collection « mémoire-lieux de savoir », Paris, l'Harmattan, 2000, p.89.

Unies et les ONG internationales ou locales; parfois par le régime de Kigali, de graves violations des Droits de l'homme contre les populations civiles des contrées qu'ils contrôlent.

Dans cet amalgame confusionnel, il est parfois difficile d'identifier des vrais et faux FDLR, Ex-FAR et Interahamwe. Dans cette partie, nous allons apporter un éclaircissement quant à ce.

2.1 LES SOIENT DISANT VRAIS

Ainsi que nous l'avons évoqué dans les paragraphes précédents, les forces armées du Président Habyarimana ont traversé les frontières zaïroises avec bagages, armes et munitions. La France, présente dans la région sous l'opération turquoise, et le Gouvernement zaïrois n'ont aménagé aucun effort pour organiser le désarmement de ces militaires déchu. En revanche, ils se sont, sous la barbe de la Communauté Internationale, réorganisés sur le territoire congolais dans le but de reconquérir le pouvoir au Rwanda. Quoique cette réorganisation ne fût qu'un feu de paille, car aucune attaque d'envergure n'avait été enregistrée contre le pouvoir tout puissant de Kigali jusqu'à ce jour.

Par ailleurs, le régime de Kigali a su exploiter cette donne en sa faveur. Présenter cette menace comme un fait réel justifiant ainsi ses irruptions spontanées sur le territoire congolais en termes de guerre préventive. Pour Kigali, les Hutus encore présents et actifs au Congo sont des génocidaires qui cherchent à revenir au Rwanda, non seulement pas pour la reconquête du Rwanda en chassant le régime monolithique tutsi, mais bien plus grave pour y commettre un nouveau massacre contre les minorités rwandaises Tutsi. Il faut donc les en empêcher où qu'ils soient. La Communauté Internationale est convaincue par cet alibi sécuritaire présenté par Kigali et craint la répétition d'un douloureux échec de l'histoire de l'humanité au Rwanda comme en Somalie ou même en RDC. Pour cela, le Rwanda est grassement nourri, depuis la deuxième partie de la décennie '90; par les grandes puissances occidentales. Le Budget de l'Etat rwandais est supporté en grande partie de l'extérieur, Près de 57% de ressources extérieures sont enregistrées par l'Etat rwandais en termes d'appuis budgétaires et sont essentiellement orientées vers le secteur de la sécurité et précisément dans la défense. L'Armée Nationale reçoit régulièrement des équipements militaires modernes et ses effectifs sont formés par des armées des pays occidentaux jusqu'à être proclamée, par les mêmes occidentaux, comme étant l'armée la mieux formée, mieux équipée et très bien disciplinée d'Afrique. Elle participe aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies au Soudan, en Haïti et au Mali où les forces onusiennes (MINUSMA= Mission des Nations Unies pour la Stabilité au Mali) ont déjà été commandées par un sujet rwandais.

La menace mythique d'invasion du Rwanda par les Hutus devient non seulement un mal nécessaire mais aussi et surtout un instrument de pouvoir, d'acquisition des richesses et de couverture de beaucoup d'autres atrocités commises à l'intérieur du Rwanda par le pouvoir de Kigali. Tout est la faute aux FDLR-Interahamwe, même les déboires actuels du régime de Kigali d'asseoir des mécanismes démocratiques au Rwanda, de favoriser un climat de dialogue social ou de vérité et réconciliation entre communautés est la faute aux génocidaires et FDLR.

En 1996, à l'arrivée de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo, AFDL, les espoirs des Hutu s'amenuisent du fait que Laurent Désiré Kabila était militairement soutenu par leurs ennemis historiques, les Tutsi. Des milliers de Hutus modérés regagnèrent le Rwanda natal à travers le programme de rapatriement organisé par le Haut-Commissariat pour les Réfugiés. D'autres, quelque peu pacifiques mais aussi plus prudents que stratèges, exigent une ouverture politique au Rwanda avant d'envisager un quelconque retour au pays. En cause, plusieurs réfugiés rapatriés n'ont pas été insérés dans la vie civile du Rwanda. Ils ont tout simplement subi le triste sort réservé à tous les présumés génocidaires: arrestations arbitraires et long emprisonnement avant la comparution. Beaucoup d'entre eux n'ont jamais été jugés et croupissent encore dans les prisons rwandaises en attendant désespérément une comparution devant le Gacaca⁴ ou le Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR)⁵.

⁴ Le Gacaca sont des tribunaux populaires où s'organisent les audiences foraines des présumés génocidaires. Par le passé, les mécanismes du Gacaca concernaient la propriété des terres et les conflits fonciers. Les vieux témoignaient à qui elles appartenaient. Après la guerre de 1994, le nouveau pouvoir du Rwanda avait déclaré vouloir en faire un instrument de réconciliation à l'exemple de l'Afrique du Sud. Actuellement, ces tribunaux n'existent plus.

⁵ Le TPIR est une branche de la Cour Internationale de Justice siégeant à La Haye. Cette branche a pour mission, à l'instar de Gacaca, de juger les génocidaires dans les tueries de 1994 pour réconcilier le peuple rwandais. Au cours d'un entretien accordé à Jeune Afrique le 10 mai 2013, le Président Paul Kagame tire un bilan très négatif et très critique de cette juridiction, dont le mandat expire bientôt. Son jugement critique n'est pas basé, selon lui, sur l'institution en tant que telle, mais sur ce qu'elle a produit et sur les influences qui se sont exercées vis-à-vis d'elle.

Après avoir subi des fortes pressions de la Communauté Internationale et de beaucoup d'autres ONG de droits de l'homme sur les exactions et autres violations à grande échelle de droits humains, commises sur les populations civiles de la RDC, aussi, cherchant à refaire leurs calculs du combat politique contre le régime de Kigali, les hutus, par l'entremise de la Communauté Sant'Egidio et du Gouvernement congolais, ont renoncé à la lutte armée et ont déclaré vouloir se transformer en parti politique pour un retour pacifique dans leur pays. Cette déclaration a marqué une ouverture inespérée et la possibilité d'en finir une fois pour toutes avec l'un des obstacles principaux du retour à la paix dans la région des Grands Lacs. Nous reprenons in extenso la déclaration précitée.

2.2 DÉCLARATION DES FORCES DÉMOCRATIQUES POUR LA LIBÉRATION DU RWANDA (FDRL)⁶

Nous, Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda, en sigle FDL, réunies à Rome avec le Gouvernement de la RDC sous la facilitation de la communauté Sant'Egidio:

- Entendu que tous les hommes sont égaux devant Dieu et la loi, et que le droit à la vie est un droit sacré;
- Conscient de la situation humanitaire catastrophique que traverse la région des Grands Lacs depuis une décennie;
- Interpellées par les souffrances indescriptibles auxquelles sont soumises des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et des enfants que les guerres autant fratricides qu'inutiles ont jeté hors de leurs foyers;
- Soucieuses de nous s'associer aux nombreuses initiatives de recherche de paix, de dialogue et de réconciliation dans la sous-région;
- Vu que tous les peuples aspirent au respect effectif des droits et libertés tels que qu'énoncés dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme du 10 décembre 1948;
- Convaincues que les problèmes politiques de la région des Grands Lacs et en particulier les problèmes rwandais sont des problèmes politiques et requièrent donc des solutions politiques;
- Devant Dieu, l'histoire et le peuple rwandais, déclarons solennellement:
- Les FDLR s'engagent à cesser la lutte armée, Le FDLR décide désormais de transformer leur lutte en combat politique. Au fur et à mesure que les mesures d'accompagnement seront identifiées et mises en œuvre, les FDLR acceptent de désarmer volontairement et le retour pacifique de leurs forces au Rwanda. D'ores et déjà elles annoncent qu'elles s'abstiennent à toute opération offensive contre le Rwanda.
- Les FDLR le génocide commis au Rwanda et leurs acteurs. Les FDLR s'engagent à lutter contre toute forme d'impunité, elles demandent l'ouverture dans les meilleurs délais d'une enquête internationale pour qualifier ces crimes, identifier et punir leurs acteurs;
- Les FDLR condamnent le terrorisme et les autres crimes de droit international commis dans la région des Grands Lacs. Et en conséquence, elles s'engagent à s'impliquer activement dans le programme de leur retour volontairement selon les modalités à convenir avec le gouvernement de la RDC, le gouvernement du Rwanda et la Communauté Internationale.

En conclusion, en optant pour la lutte politique au détriment de la lutte armée, les FDLR expriment la ferme volonté à apporter leur concours à la résolution durable et pacifique dans la région des grands lacs. Et pour ce faire, un espace politique leur est nécessaire.

« L'histoire, écrit Paul Valéry, est le produit le plus dangereux que la chimie de l'intellect ait élaboré. Elle fait rêver, enivre, engendre de faux souvenirs, entretient les vieilles plaies, conduit au délire de grandeur ou à celui de la persécution »

La réaction du Rwanda à cette déclaration fut surprenante. Il rejette toutes les résolutions de cette réunion en déclarant que cette affaire ne le concerne pas⁷. Pourtant, la déclaration de Rome revêtait tous les attraits d'une offre positive.

La lutte politique des FDLR ne s'était pas pour autant fragilisée. Les négociations politiques ont continué, au niveau régional qu'international, pour légitimer la démarche que les leaders de ce mouvement ont proposée dans la résolution du conflit.

Ce groupe de FDLR est théoriquement qualifié de vrai pour avoir abandonné les armes et opté pour un combat politique pacifique.

⁶ P. BYABUZE, Milices Ex-FAR, Interahamwe, FDLR et insécurité au Nord-Kivu et Sud-Kivu, Université de Kinshasa, mémoire inédit, FSSAP, 2004-2005, p. 86-87.

⁷ Propos de Monsieur Charles MURIGANDE, alors Ministre des Affaires Etrangères du Rwanda, sur la radio BBC-Afrique, 20 avril 2005.

Le pouvoir ne s'est pas limité à exploiter politiquement le phénomène FDLR, il a également fait recours aux dix commandements de Bahutus que nous reprenons intégralement ci-dessous, pour prouver au monde entier que le peuple Tutsi est réellement sous persécution et mérite pour cela une attention particulière.

2.3 LES DIX COMMANDEMENTS DES BAHUTUS

Manifeste raciste antitutsi de Vincent Ntezimana, professeur d'université rwandais jugé depuis le 17 avril 2009 à Bruxelles. Ce texte a été publié en décembre 1990 dans la revue extrémiste rwandaise Kangura. La page de couverture portait une photo du Président Mitterrand avec le commentaire, « Un véritable ami Rwandais ».

1. « Tout hutu doit savoir que Umututsikazi [femme tutsie, NDLR] où qu'elle soit, travaille à la solde de son ethnie tutsie. Par conséquent est traité tout Hutu: qui épouse une femme tutsie, qui fait d'une femme tutsie sa concubine ou qui fait d'une tutsie sa secrétaire ou sa protégée.
2. Tout Hutu doit savoir que nos filles Bahutukazi [hutu, NDLR] sont dignes et plus consciencieuses dans leur rôle de femme, d'épouse et de mère de famille. Ne sont-elles pas jolies, bonnes secrétaires et plus honnêtes ?
3. Femme hutues, soyez vigilantes et ramenez vos maris, vos frères et vos fils à la raison.
4. Tout Hutu doit savoir que tout Tutsie est malhonnête dans les affaires. Il ne vise que la suprématie de son ethnie. Par conséquent est traître tout Hutu qui fait alliance avec les Tutsis dans ses affaires; qui investit son argent où l'argent de l'Etat dans une entreprise d'un Tutsi; qui prête ou emprunte de l'argent à un Tutsi; qui accorde aux Tutsis des faveurs dans les affaires.
5. Les postes stratégiques tant politiques, administratifs, économiques, militaires et de sécurité doivent être confis aux Hutus.
6. Le secteur de l'Enseignement (élève, étudiants, enseignants) doit être majoritairement hutu.
7. Les Forces armées rwandaises doivent être exclusivement hutus. L'expérience de la guerre d'octobre 1990 nous l'enseigne. Aucun militaire ne doit épouser une femme tutsie.
8. Les Hutus doivent cesser d'avoir pitié de Tutsis.
9. Les Hutus, où qu'ils soient, doivent être unis, solidaires et préoccupés du sort de leurs frères. Les Hutus de l'Intérieur et de l'Extérieur du Rwanda doivent rechercher constamment contrecarrer la pro-bantous. Ils doivent constamment contrecarrer la propagande de Tutsie. Les Hutus doivent être fermes et vigilants contre leurs ennemis tutsis.
10. La Révolution Sociale de 1959, le Référendum de 1961 et l'idéologie hutu doivent être enseignés à tous et tous les niveaux. Tout Hutu doit diffuser largement la présente idéologie. Est traître tout Hutu qui persécutera son frère hutu pour avoir lu, diffusé et enseigné cette idéologie⁸. »

Au regard de ce qui précède, il devient justifié et vraisemblablement fondé que le combat que mène le régime de Kigali contre les FDLR s'inscrit dans une logique préventive et donc légitime sur le plan du droit international humanitaire et de la légitime défense. Cependant, le revers de la médaille de ce combat cache une autre réalité. Celle de la marchandisation de cette mythique insécurité aux occidentaux jusqu'à nouer ciel et terre afin de pérenniser ce climat favorable au régime. C'est dans cette perspective que des faux FDLR sont créés pour le besoin de la cause.

2.4 LES FAUX ET LES FABRIQUÉS FDLR ET INTERAHAMWE

La présence et surtout l'activisme des Hutu dans la partie Est de la RDC a été d'un apport stratégique pour le pouvoir de Kigali. A l'intérieur, les actions du Gouvernement rwandais étaient légitimées par la lutte contre un possible retour au pouvoir des Hutus réfugiés en RDC et considérés comme des génocidaires. A l'extérieur, les efforts étaient orientés dans le sens d'attirer la compassion des pays occidentaux sur les massacres de 1994 et les persuader que le peuple tutsi, minoritaire par rapport aux Hutus, était toujours en perpétuelle menace orchestrée par les génocidaires encore actifs en RDC. Il faut donc légitimer la guerre préventive que Kigali mène contre les FDLR qui ont installé une véritable usine de production de viols et violences à l'Est de la RDC.

Les FDLR deviennent dans ce cas un cheval de bataille et un véritable fonds de business pour Kigali surtout lorsque le Rwanda brandit politiquement le fait à l'intérieur du pays aussi bien que sur le plan international. Si à l'intérieur du Rwanda, les rwandais ne vivent pas en parfaite sécurité dans leur pays natal, meurent de faim, de maladies et autres misères dans les collines du pays, ce n'est pas la faute au régime en place, mais bien plutôt la faute aux FDLR. De la même manière qu'en Guinée

⁸ P. CONESA, *la fabrication de l'ennemi*, Ed. Robert Laffont, S.A., Paris, 2011, p.190.

des années 1960 avec le dirigeant de l'époque, Sékou Touré, pour qui toute la misère que connaissait son peuple avait comme cause principale: la présence des peuls sur le territoire guinéen. Il fallait donc se mobiliser en déployant tous les efforts nécessaires pour éloigner ces peuls du territoire guinéen.

Sur le plan international, le Rwanda est considérablement équipé en armes sophistiquées et munitions par des très grandes puissances internationales et reçoit aides et privilèges exorbitants de la part des Organisations Internationales au nom du génocide que ce pays a connu et de la prétendue menace des criminels Hutus en base arrière en RDC. En pareil cas, la pérennité, la prospérité et même la longévité des FDLR ne peut être qu'une chose ardemment souhaitée par le pouvoir de Kigali. On peut aisément faire le parallélisme avec l'Etat belliciste d'Israël et le sort fait aux Palestiniens et autres peuples limitrophes (Liban, Jordanie, Syrie, ...); au nom du génocide des juifs dans l'Europe nazie d'il y a plus d'un demi-siècle.

Les « mauvais Interahamwe et FDLR » sont généralement constitués des dissidents des FDLR et bandits congolais qui se font passer pour des Hutus rwandais et qui pillent bétails et récoltes des populations villageoises; semant la terreur et la désolation sur leur passage. Ce sont en quelque sorte des brigands opportunistes qui profitent de la situation pour survivre en commettant des atrocités flagrantes sur les paisibles populations civiles.

Pour les chercheurs d'Amnesty International, les Rastas sont un groupe issu des FDLR et formé des Hutus rwandais et congolais spécialisé dans l'enlèvement des civils contre rançon, Les FDLR nient toute implication dans les activités des Rastas et toute collaboration avec eux⁹. Dans cette même catégorie, y font partie les Hutus libérés des prisons surencombrées du Rwanda à condition de venir en RDC, travailler dans des sites miniers et s'attaquer à la population, comme des Interahamwe, pour justifier la présence rwandaise en RDC et vider le territoire de sa population autochtone. Ce sont là des créés FDLR du régime de Kigali.

Pour maintenir cette situation favorable à son régime, le génie de Kigali n'a pas pataugé. Il faut à tout prix entretenir cette machine à fabriquer l'ennemi FDLR-Interahamwe et la garder en l'état pour le besoin de la cause. Aux côtés des FDLR se sont érigés des forces arborant la même dénomination, montées de toutes pièces par le pouvoir de Kigali. Ces éléments ne se limitent pas seulement à orchestrer l'insécurité dans les localités qu'ils occupent; ils sont utilisés par le Rwanda dans l'exploitation des minerais de la région.

Selon les sources de la société civile du Sud-Kivu, le Rwanda a réussi à corrompre des Hutu congolais aux fins d'animer cette entreprise montée autour de l'exploitation des minerais arrachés du sous-sol congolais. Les minerais extraits par ces pseudo-FDLR sont vendus sur le marché de Kigali; la traçabilité de ce commerce a été établie par plusieurs sources humanitaires et occidentales; dont des consultants. Les éléments dits FDLR transportent eux-mêmes les colis jusque sur le sol rwandais où s'organise le marché. Le circuit est connu de tous les observateurs et chercheurs, mais aussi de plusieurs missions diplomatiques. C'est par ce même circuit que ces hommes sont également approvisionnés en armes et munitions. Des équipements militaires non pas pour attaquer le Rwanda, mais bien au contraire pour surveiller les creuseurs, convoier les cargaisons et, le cas échéant, sécuriser les aéronefs venant du Rwanda pour récupérer les minerais.

Revenant à notre idée de départ sur les vrais et faux FDLR, retenons à ce stade qu'il n'y a pas de bon ni de mauvais FDLR-Interahamwe. Ils sont les mêmes dans la mesure où ils opèrent de la même manière, se livrent à des atrocités contre les populations civiles et sont responsables des graves violations des droits de l'homme dans la contrée qu'ils occupent. La seule différence apparente est que les vrais FDLR présentent une posture organisée depuis leur déclaration de Rome à vouloir abandonner la lutte armée et se muer en une organisation politique menant un combat pacifique. Ils font des communiqués de presse pour faire entendre leur voix, ils ont des représentants dans plusieurs pays en occident comme en Afrique et disposent d'une administration qui semble avoir pignon sur rue. Pour preuve, ils interviennent sur des chaînes de radios et télévisions internationales, ils ont d'ailleurs fait un communiqué officiel les dédouanant de l'assassinat de l'Ambassadeur d'Italie en RDC. Assassinat qui avait été imputé au départ aux FDLR par le Gouvernement de la RDC bien avant que des sérieuses enquêtes ne soient effectuées. Dans tous les cas, plusieurs habitants des villages du Nord et du Sud-Kivu, affirment qu'il s'agit de mêmes hommes qui sont FDLR la journée et transformés en bandits Rastas la nuit pour les opérations de survie.

⁹ Amnesty International, *République Démocratique du Congo : Nord-kivu et Sud-Kivu, les civils payent le prix des rivalités politiques et militaires*, EFAI, Londres, 28 septembre 2005. Disponible également sur www.amnesty.org

3 CONCLUSION

Pour résoudre l'épineux problème des FDLR –Interahamwe, un engagement politique ferme, en termes de concession, doit être envisagé par tous les pays de la sous-région des Grands Lacs Africains en général; mais très particulièrement par le Rwanda et la RDC dont l'affaire concerne au plus haut point.

Concrètement, les pays de la CIRGL (Conférence Internationale sur le Région des Lacs) doivent résolument accompagner le Rwanda et la RDC; dans la matérialisation des mécanismes de résolution des problèmes posés par la présence des FDLR dans la région; évidemment au regard de ce que ce groupe avance comme revendications dans leur cahier des charges.

Etant donné que le Rwanda a toujours avancé l'argument sécuritaire chaque fois qu'il faudra trouver les mécanismes de sortie de cette crise; la RDC devra garantir que le Rwanda ne sera jamais attaqué militairement à partir de son territoire, quand bien même ceci ne s'est jamais produit depuis que les FDLR-Interahamwe ont traversé les frontières congolaises avec armes et bagages.

Le Gouvernement congolais devra, en outre, collaborer dans le processus de retour des FDLR-Interahamwe encore présents sur son sol et demander aux hommes politiques et militaires congolais de cesser de soutenir les FDLR dans leur activisme menaçant la sécurité du Rwanda. Ainsi que l'a demandé Human Right Watch, HRW, une ONG américaine de Droits de l'Homme, dans son rapport rendu public le 22 juillet 2013. Elle demande au Gouvernement congolais d'« engager des poursuites contre les officiers militaires et les responsables Gouvernementaux congolais qui ont fourni un appui aux FDLR ou à des groupes qui leur sont alliés » dans le Nord-Kivu, fief des groupes armés de la région des Grands lacs.¹⁰

Quant au Gouvernement du Rwanda, une ouverture politique à l'intérieur du Rwanda même; entre différentes forces politiques s'avère être une issue assurée dans la résolution des problèmes posés par la présence et l'activisme des FDLR en RDC.

La déclaration des FDLR de mars 2005 à Rome sous la facilitation de la communauté Sant Egidio était une belle occasion que le Rwanda avait ratée pour mettre fin à cette crise. Parce que les FDLR s'étaient engagés à déposer les armes et à rentrer dans leur pays natal pour une lutte politique pacifique favorable au progrès et à l'épanouissement de toutes les ethnies du Rwanda. Kigali est resté hostile et a catégoriquement rejeté cette déclaration. Il a par contre multiplié des astuces pour maintenir hors du territoire rwandais tous ces Hutus indésirables.

Actuellement la position de Kigali semble ne pas bouger. Il est toujours opposé au retour des FDLR au Rwanda. Or, si la RDC devra remplir sa part de responsabilité dans la résolution du problème, le Rwanda à son tour est appelé à faire de même. C'est dans cette optique que l'ancien Président tanzanien avait appelé le pouvoir de Kigali à un dialogue franc avec les rebelles des FDLR. Ibuka, l'influente organisation de survivants du génocide, n'hésite pas à parler « d'insulte » et somme l'ex président tanzanien Jakaya Kikwete de se rétracter sous peine de « saboter » par avance l'action de la force d'intervention rapide en cours d'installation dans l'Est de la RDC - laquelle force est dirigée par un Général tanzanien. Louise MUSHIKIWABO, alors Ministre rwandais des Affaires Etrangères, qualifiait cet appel du Président tanzanien « d'aberration totale ». Ce qui a expliqué le refus du Rwanda de se rendre au sommet de l'UA à Addis-Abeba. Entre le Rwanda et son voisin de l'Est, soupçonné depuis toujours de sympathie pour l'opposition, les relations sont désormais glaciales. Le Rwanda qui pourtant devrait faciliter le retour de tous les Hutus éparpillés à travers le continent notamment en Centrafrique, au Cameroun, au Gabon au Congo-Brazzaville ainsi qu'en Europe, au Canada et aux Etats Unis.

Après l'ouverture politique favorable au retour des FDLR au Rwanda, le pouvoir de Kigali devra arrêter tout soutien tout autre mouvement rebelle qui se lèverait pour déstabiliser l'ensemble la RDC. Les Etats Unis d'Amérique voguent dans le même sens. Après la publication du rapport des experts de Human Rights Watch, Washington est monté au créneau en appelant Kigali de cesser de soutenir les mouvements rebelles de l'Est de la RDC¹¹ Une démarche qui rejoint celle de Human Rights Watch, qui avait dénoncé l'appui de Kigali aux rebelles congolais.

¹⁰ Human Right Watch ; RDC : HRW accuse le Rwanda de "continuer à soutenir" les rebelles du M23. Lire l'article sur Jeuneafrique.com : Consulté le 24 juillet 2013 à 11h41'.

¹¹ Jennifer Psaki, porte-parole du département d'État, Déclaration du 23 juillet à Washington D.C. États-Unis d'Amérique. Disponible sur le www.jeuneafrique.com, consulté le 24 juillet 2013 à 12 h37.

Adoptant pour la première fois un ton aussi sévère à l'encontre de Kigali, Washington a affirmé qu'il y avait un « ensemble de preuves crédibles » reliant les principaux dirigeants rwandais aux rebelles congolais qui sèment la terreur depuis des mois en RDC.

REFERENCES

- [1] F. Reyntjens, Rwanda, Trois jours qui ont basculé l'histoire, Afrika studies, Bruxelles, 2000.
- [2] J.P. GODDING, Réfugiés rwandais au Zaïre: Sommes-nous encore des hommes ?, Coll. l'Afrique des Grands Lacs, L'Harmattan 1997.
- [3] MB. UMUTESI, Fuir ou Mourir au Zaïre, le vécu d'une réfugiée rwandaise, collection « mémoire-lieux de savoir », Paris, L'Harmattan, 2000.
- [4] J. KANKWENDA MBAYA et F. MUKOKA NSENDA, La République Démocratique du Congo face au complot de Balkanisation et d'implosion, Ed. de l'ICREDES, 2013.
- [5] P. BYABUZE, Milices Ex-FAR, Interahamwe, FDLR et insécurité au Nord-Kivu et Sud-Kivu, Université de Kinshasa, mémoire inédit, FSSAP, 2004-2005.
- [6] P. CONESA, la fabrication de l'ennemi, Ed. Robert Laffont, S.A., Paris, 2011.
- [7] www.amnesty.org.
- [8] www.jeuneafrique.com.
- [9] www.fri.fr.